

## 2

### Les dilemmes d'un pays (trop) bien situé

Ghassan Salamé

Le Yémen est un « petit État », par les critères courants des relations internationales : par sa superficie, sa population, ses ressources ou son influence. Pour les « petits » de ce monde, tel le Yémen, voisin de l'Arabie Saoudite et des plus grands gisements mondiaux de pétrole, riverain de la mer Rouge et de l'océan Indien et à quelques encablures de la Corne de l'Afrique, le positionnement sur des points névralgiques du globe est, à la fois, promesse d'intérêt et menace d'ingérence. C'est généralement la stabilité, la cohésion, la puissance même de l'État en cause qui fera pencher cette donnée dans un sens ou dans un autre : un État stable et puissant tire des avantages multiformes d'une position géopolitique sensible ; un État faible et décomposé aggrave, parce que situé dans un espace convoité, le poids des ingérences de son environnement immédiat ou d'acteurs lointains. Rien n'est donné d'emblée, c'est à l'acteur étatique lui-même qu'il revient de transformer un handicap en atout ou, au contraire, de subir les affres d'une situation en apparence enviable. Telle est l'essence de la position yéménite dans la région et dans le monde : le pays est trop démuné pour ne pas souffrir d'être là où il est ; il est aussi trop fier pour ne pas chercher à en faire un atout.

Reste à déterminer le cadre dans lequel le Yémen se positionne et, à cette question, la réponse ne peut être unique : dans l'espace culturel et politique arabe évidemment, mais le Yémen y est géographiquement et politiquement, périphérique ; dans la péninsule Arabique bien sûr, mais il y est exclu du seul regroupement qui compte : le club fermé des monarchies pétrolières (le CCG) ; dans la mer Rouge aussi, mais il y est rivalisé par les nouveaux présidents inspirés par Washington (Afawerki l'Érythréen, Zinawi l'Éthiopien, sans compter Museveni l'Ougandais) autant que par l'Égypte ou Israël, alors que, dans l'océan Indien sur lequel il n'a pourtant jamais cessé d'être ouvert depuis les côtes africaines jusqu'à l'archipel indonésien (dans une saga multiséculaire qui

demande encore à être écrite), circulent les armadas des vraies puissances, et le Yémen est trop petit pour s'y tailler une place. Le pays se trouve ainsi à l'intersection de plusieurs réseaux de regroupement mais jamais au centre d'aucun, à la croisée de plusieurs espaces, mais souvent dans leur marge. Une telle multiplicité de positionnements amplifie les opportunités, du moins quand on peut en tirer profit ; elle augmente aussi les dangers, quand on ne peut pas y faire face. Il est rare de trouver un pays dont « le poids » régional dépend aussi évidemment de sa capacité de se doter d'un État crédible à l'intérieur.

### Au-delà d'un exotisme désuet

Avec ses 16 millions d'habitants et une position géostratégique sensible, le Yémen ne peut donc plus être évoqué dans les termes de la poétique rimbaldienne ni être ignoré par les puissances, et ce en dépit d'une production pétrolière modeste, d'une pauvreté largement répandue et de son implication ordinairement limitée dans les affaires qui occupent la première page des journaux tels que le conflit israélo-arabe, les guerres du Golfe arabo-persique ou l'évolution du marché pétrolier. En 1996, son conflit avec l'Érythrée confortait pourtant sa volonté d'être considéré comme un pays-clé sur la mer Rouge. En 1997, sa demande d'adhésion au Conseil de coopération du Golfe embarrassait les Saoudiens. Au-delà des considérations liées à sa situation géopolitique, pourquoi les puissances s'intéresseraient-elles au Yémen ?

D'abord parce que le pouvoir yéménite conduit par le président Ali Abdallah Saleh sur près de deux décennies, s'est révélé bien plus *stable et durable* que beaucoup ne le pensaient et ce en dépit de problèmes intérieurs endémiques, d'une tension constante avec l'Arabie Saoudite et de ses positions pro-irakiennes lors de la guerre du Golfe. Son armée s'est révélée bien plus loyaliste (pas de coups d'État depuis plus d'une décennie) et efficace (elle a assez facilement battu l'armée du Sud en 1994). Saleh bénéficie de l'appui d'une partie consistante de la puissante confédération des Hâshid et de celui d'une partie des Bakîl, la seconde en importance. Plusieurs clans tribaux originellement ostracisés ou ouvertement hostiles se sont progressivement rapprochés du régime. La question cruciale du pays, celle de l'émergence d'un appareil étatique crédible, respecté à l'intérieur et pris en compte par ses voisins, semble n'avoir jamais été posée en des termes aussi favorables depuis, au moins, l'établissement au Nord, d'un régime républicain en 1962.

Saleh a aussi réussi l'œuvre gigantesque de *réunifier les deux parties du Yémen* que le colonialisme britannique avait séparées depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Sanaa a d'abord profité de l'effondrement de l'URSS (qui avait fait du Sud son satellite) pour tenter une réunification



par agrément des deux parties. Mais lorsque les Sudistes, ayant découvert du pétrole et ayant peut-être aussi été encouragés par les Saoudiens avec des largesses financières, décident en 1994 de revenir sur l'unité (en pratique sinon en principe, puisqu'ils s'y disent paradoxalement attachés dans leur déclaration de sécession !), Saleh envoie son armée qui, au prix de deux mois de combats et de plusieurs milliers de victimes, triomphe de celle du Sud et impose l'unité yéménite par la force des armes. Ce succès, rapide et décisif, était alors considéré comme bien plus difficile à réaliser que les faits n'allaient le démontrer (le Sud avait une armée plus nombreuse, plus homogène et sans doute mieux équipée). Saleh en est sorti renforcé dans sa légitimité nationaliste. Si les cicatrices de cette unité par la force sont loin d'avoir été suturées, (le parti socialiste, encore présent dans le Sud, a par exemple décidé de boycotter les élections d'avril 1997), Saleh s'est assuré des alliés dans le Sud à force de cooptation politique et de gestes d'apaisement.

Le régime yéménite a prouvé, par ailleurs, être bien plus avancé sur la voie de la *démocratisation* que la plupart des autres régimes arabes, devenant ainsi un laboratoire original pour l'observation de l'évolution politique des sociétés arabes et islamiques. Les élections de 1997 ont été surveillées par des dizaines d'observateurs étrangers qui ont témoigné de leur nature ouverte et compétitive. La liberté d'expression est relativement respectée. Saleh a pris, en 1996, l'initiative de nommer trois femmes comme vice-ministres et il a été même question, à un moment, de nommer une femme comme premier ministre, ce qui aurait été une première absolue dans le monde arabe. Le parti du président a gagné haut la main les élections législatives du 27 avril 1997 avec 187 sièges pour son parti (le Congrès Populaire Général) sur 301, ce qui lui donnait une confortable majorité absolue au parlement. Même si l'essence du pouvoir reste largement tribalo/militaire (avec forte concentration des postes militaires et sécuritaires dans la branche Sanhân des Hâshid, clan du président), cette deuxième consultation pluraliste depuis l'unité, a enraciné un peu plus la pratique démocratique et le Yémen peut, à raison, s'en enorgueillir et surtout l'utiliser, comme c'est dorénavant de mise, comme un des attraits du pays aux yeux des puissances occidentales qui, avec plus ou moins de conviction, se déclarent disposées à accorder « une prime démocratique » aux pays du Tiers-Monde qui s'engageraient sur cette voie.

Le « laboratoire démocratique yéménite », même s'il n'est pas nécessairement représentatif de la tendance politique et idéologique globale dans le monde arabe et islamique, s'est également révélé digne d'attention pour un autre facteur remarquable : les islamistes y ont incontestablement perdu les élections de 1997. Avec seulement 55 sièges (soit 18% du parlement) les islamistes yéménites du Parti al-Islâh arrivent loin derrière le parti du président. Leur échec était d'autant plus cruel qu'ils perdaient huit sièges en comparaison avec le parlement précédent alors qu'ils s'attendaient à doubler le nombre de leurs députés. L'Islâh

était d'autant plus sûr de son succès que le parti socialiste boycottait, cette fois, les élections et qu'il se trouvait ainsi comme seul parti d'opposition à Saleh. Il a donc présenté des candidats dans toutes les circonscriptions et, comme dans de nombreux autres pays musulmans, utilisé son large réseau d'institutions caritatives comme véhicules de propagande. Mais l'Islâh a vu nombre de ses dirigeants sévèrement battus et son poids institutionnel amoindri. Cet échec inattendu (en dépit des réclamations ultérieures sur les ingérences gouvernementales dans le scrutin) n'a pas empêché l'Islâh de reconnaître sa défaite et, partant, la régularité du scrutin.

L'échec de l'Islâh au Yémen, dans une des élections les plus pluralistes que le monde islamique ait connu, remettait en cause l'idée dominante selon laquelle chaque fois que les musulmans sont appelés à voter, ils ont tendance à choisir le pire en accordant leurs suffrages aux courants intégristes radicaux. Le Yémen contredit cette tendance (à laquelle *le Monde* a pourtant cru devoir souscrire en titrant naïvement sa couverture de l'élection : « les islamistes dominent la vie politique du Yémen »). Après les élections palestiniennes de janvier 1996, libanaises de l'été 1996, koweïtiennes d'octobre 1996 et jordaniennes d'octobre 1997, force est de constater que si l'appel des islamistes est mieux entendu dans certains pays, ils ont plutôt tendance à reculer et, qu'en aucun cas, il ne faudrait voir dans le triomphe du FIS algérien en 1991 une tendance générale ou irréversible. Le Yémen devient ainsi une illustration fort intéressante de l'émergence d'une *phase post-islamiste* qui ne peut laisser insensibles tous ceux, officiels et observateurs, qui suivent les affaires de cette région.

### Une relation problématique avec l'Arabie Saoudite

Le Yémen n'était-il donc pas en train de tourner enfin ses handicaps en atouts, de faire en sorte que son isolement relatif, que sa marginalité si souvent soulignée, lui permettent de tenter des opérations ailleurs risquées voire impensables comme la réunification forcée d'un pays ou le lancement d'une aventure démocratique et même, éventuellement, la révision à la baisse des vieux mythes nationalistes pour accepter enfin le principe de l'État précisément territorialisé, choses que seul un État fort et confiant en son étoile ose entreprendre ? A défaut d'amplifier ses atouts par essence limités, le Yémen multipliait ses attraits et osait même se poser en exemple pour les pays avoisinants. Mais, pour en recueillir les fruits, il eut fallu que le Yémen s'attelle à la régularisation et, si possible, au rééquilibrage des termes de son voisinage avec l'Arabie Saoudite, de loin, la plus névralgique de ses relations « extérieures », précisément parce qu'elle avait toujours pesé, à l'intérieur



même du Yémen, sur le projet de rétablissement d'un vrai État yéménite. Les dirigeants yéménites se plaignent parfois de n'être pas suffisamment approchés pour eux-mêmes et d'être perçus comme les voisins d'un royaume qui accapare à lui tout seul le quart des réserves mondiales prouvées de pétrole. Ils ne sont pas prêts d'admettre que les rapports que leurs voisins et les puissances entretiennent avec eux sont d'abord déclinés comme une sorte d'appendice de la politique de ces États envers le royaume saoudien. Ils ne peuvent cependant pas ignorer que cette minorisation quasi spontanée de leurs attraits propres est le prix à payer de l'intérêt pour leur pays que ce contraignant voisinage suscite.

Or, la modernisation accrue, la démocratisation en progrès, l'unification des deux États yéménites et, partant, le renforcement du pouvoir du président Saleh ne sont pas, peu s'en faut, du goût des dirigeants saoudiens qui voient naître sur leur flanc sud, un vrai pays, bien plus peuplé que le leur, où l'option moderniste est plus clairement affichée et où le nationalisme yéménite, toujours vivace, est en phase ascendante. Ils reconnaissent parfois que leur vieille tradition d'ingérence dans les affaires yéménites devient plus difficile à poursuivre surtout depuis que la tentative de redivision du pays en 1994 avait échoué et qu'aux élections de 1997 leurs « amis » de l'Islâh ont été battus. Les Saoudiens ne pouvaient donc être surpris par le raidissement des Yéménites en matière de démarcation frontalière. Ce que les Yéménites apeurés de l'après-guerre du Golfe pensaient devoir concéder au « Grand frère » saoudien, ils le refusaient à présent et se comportaient désormais, au grand dam des Saoudiens, comme leurs égaux. Toute la tension se cristallise ainsi sur ce contraste entre une relation de plusieurs décennies où le royaume saoudien, fort de son expansion missionnaire de deux siècles, de ses moyens financiers, de l'importance vitale de sa stabilité pour le monde industrialisé autant que de la nature (géographiquement et institutionnellement) inachevée de l'État yéménite, pouvait lourdement peser sur les choix de son voisin et une autre, que les Yéménites tentent maintenant d'établir, celle d'un partenariat égalitaire où les progrès de l'État yéménite en matière de contrôle effectif du territoire et de la population compensent quelque peu les moyens supérieurs des Saoudiens.

En 1994, la guerre qui a éclaté entre les deux États yéménites quatre années après leur réunification formelle est perçue à Sanaa comme le point de départ de ce nécessaire rééquilibrage. La guerre a d'abord soulagé leurs voisins saoudiens avant de les inquiéter grandement. Le soulagement était dû à l'affaiblissement évident des deux armées par les destructions réciproques et à la disparition (qui se révélera provisoire) du spectre d'un Yémen fort qui, s'il était vraiment unifié, serait, en termes démographiques, militaires et pétroliers l'équivalent d'un pays comme la Syrie (15 millions d'habitants, 400 000 soldats, 400 000 barils/jour en production de pétrole). L'inquiétude viendra d'une évolu-



tion de la situation qui n'est guère allée dans le sens souhaité par les Saoudiens.

Au départ de la relation entre Saoudiens et Yéménites, il y a, bien entendu, l'expansion progressive des forces saoudites vers le Assir d'abord, puis au cœur du Yémen lui-même, ces troupes atteignant le port de Hodeida au printemps 1934. Les armées du roi Abd al-Aziz ne se retirent du Yémen qu'après avoir imposé à son imam l'accord de Taïf (une localité non loin de Hodeida, à ne pas confondre avec la ville saoudienne du même nom) qui prive les Yéménites de la région de Jizan et de Najran (les Saoudiens avaient déjà intégré le Assir – un quasi-État tampon qui séparait auparavant les deux protagonistes – à leur domaine dix ans plus tôt en le plaçant sous tutelle d'abord puis en l'annexant purement et simplement). Battu par les Saoudiens, l'imam se rapproche un moment de l'Italie fasciste puis, deux décennies plus tard, de l'Égypte nassérienne pour faire contrepoids à l'influence saoudienne de plus en plus lourde sur des tribus du Yémen-Nord. Mais un coup d'État renverse la dynastie imamite en 1962 et les alliances se renversent aussitôt : les monarchistes yéménites sont alors armés par les Saoudiens alors que le régime républicain est soutenu par un corps expéditionnaire de 60 000 soldats égyptiens. La défaite de l'Égypte dans sa guerre avec Israël en 1967 pousse le Caire à retirer son corps expéditionnaire, mais les monarchistes yéménites sont trop faibles pour en tirer profit. Riyad se résigne donc à reconnaître le régime républicain devenu moins fantasque dans ses ambitions depuis le renversement du « Maréchal » Sallal (qui déclara un jour vouloir devenir le président d'une « Grande Arabie » républicaine), non sans continuer à soutenir des tribus nord-yéménites qui contenaient en permanence le pouvoir installé à Sanaa, chaque fois que le régime devenait menaçant pour les intérêts saoudiens. Au Yémen-Sud, une guérilla rurale va pousser les Britanniques à se retirer d'« Aden et de ses dépendances ». L'indépendance du Yémen-Sud survient en novembre 1967. Avant de partir, le gouvernement travailliste à Londres, soucieux de « contenir » Nasser, préfère confier le pouvoir à un Front marxisant minoritaire (même si la réunification du Yémen faisait rituellement partie de son programme dès l'origine) plutôt qu'à un Front nationaliste soutenu par l'Égypte et plus ouvert à une éventuelle réunification du pays.

Les Saoudiens sont doublement soulagés : Au Nord, Le Caire a dû rapatrier ses troupes (après y avoir perdu 40 000 hommes, et l'honneur) et au Sud un parti, même marxiste, opposé à l'unité yéménite et à Nasser, prend le pouvoir. De 1967 à 1990, le Yémen reste divisé en deux États rivaux (qui, de surcroît, se font parfois la guerre, comme en 1979). Le Sud marxiste constituait plus une menace pour le Yémen-Nord ou pour l'Oman (où Aden soutenait pour un temps un mouvement de guérilla) que pour l'Arabie Saoudite. Au Nord, le pouvoir est marqué par des luttes fratricides quasi permanentes au sein du groupe d'officiers (le Yémen prendra le sobriquet du pays du « million de colonels ») et



infesté par des divisions tribales qui ne cessent de menacer sa stabilité. Le jeu saoudien consiste, autant que faire se peut, à interdire une réunification restée au moins verbalement le vœu de tous les Yéménites et à empêcher l'émergence d'un pouvoir fort au Nord, la satellisation équivalant moins à imposer des choix de politique étrangère (ce qui aurait été moins pesant) que des contraintes sur la nature même du pouvoir et des limites sur sa marge de manœuvre à l'intérieur. Ils y réussissent, aidés par la présence en Arabie de près d'un million de Yéménites expatriés qui cherchent à survivre et réussissent, pour certains, à amasser des fortunes et qui n'ont évidemment guère intérêt à une détérioration des rapports saoudo-yéménites.

Plusieurs facteurs vont progressivement miner cette situation confortable pour les Saoudiens, à commencer par *l'implosion au Sud*. En janvier 1986, le parti marxiste du Yémen-Sud se scinde en deux factions qui se font la guerre. Le président d'alors, Ali Nasser Mohamed, défait, doit fuir vers le Nord où il prend refuge. Le pouvoir est très affaibli. L'URSS, qui le soutenait à bout de bras, se détourne brutalement de lui sous Gorbatchev. L'unification avec le Nord qui intervient en 1990, sera d'abord une fuite en avant d'un régime-satellite qui a perdu son protecteur soviétique sans pouvoir le remplacer ni se recomposer lui-même d'une façon convaincante.

Ensuite, *la stabilisation au Nord*, où les coups d'États et les assassinats avaient longtemps été monnaie courante. Mais à partir de 1978, un pouvoir de plus en plus stable s'installe sous la houlette du Colonel Ali Abdallah Saleh, soutenu par l'armée et par la majorité des clans de la confédération tribale dont il est issu, les Hâshid, un pouvoir auquel Riyad n'est pas d'emblée hostile (certains vont jusqu'à affirmer qu'elle aida même à son avènement). Renforcé par la suite, il se montre très indépendantiste et les Saoudiens arrivent difficilement à le déloger, ou même à le déstabiliser alors qu'il multiplie lui-même les relations externes, notamment occidentales. Ce régime ressemble alors largement à celui de Saddam Hussein en Irak : frères, demi-frères et cousins se partagent les services de sécurité et les appareils de coercition, disposent d'une large partie du budget et, partant d'un accès forcé au monde des affaires. Le noyau dur du régime se révèle difficile à pénétrer par les Saoudiens d'autant qu'il est aussi clanique que le leur.

*La découverte du pétrole* conforte la nouvelle donne. Le Yémen, tant au Nord qu'au Sud, commence à exporter du pétrole à partir de 1988. Les volumes restent modestes en dépit des espoirs, mais ils ont un effet psychologique important, nourrissant les ambitions nationalistes, et une nette volonté de revanche contre les Saoudiens. Le fait que bon nombre de gisements se trouvent à proximité de la frontière entre les deux Yémens avait accéléré le mouvement d'unification entre les deux pays : le Sud y gagnait en accès à la technologie occidentale et le Nord un débouché sur la raffinerie et le terminal d'Aden, plus pratique et plus proche que Hodeida sur la mer Rouge. Les Saoudiens, dont la frontière



n'est pas éloignée de ces gisements, choisissent de faire des pressions sur les firmes concessionnaires en affirmant que celles-ci travaillaient dans des zones contestées entre le Yémen et l'Arabie Saoudite (la fameuse circulaire de 1992). Sanaa accuse aussi les Saoudiens d'avoir encouragé des tribus yéménites à saboter les installations dans plusieurs attaques qui poussent le Yémen à déployer des forces importantes à côté des gisements.

*La guerre du Golfe* exacerbe une relation déjà fort tendue. Elle a enthousiasmé les Yéménites au-delà de toute raison. Nulle part ailleurs dans la région (pas même en milieu palestinien), Saddam Hussein ne sera aussi populaire qu'au Yémen-Nord (même si le gouvernement garde formellement une peu convaincante neutralité). Le Sud est plus discret mais l'unification déjà faite, les dirigeants sudistes n'osent pas aller à contre-courant d'un véritable engouement pour le président irakien, auquel le président Saleh semble souscrire, sinon inspirer. Les Saoudiens sont surpris, sinon humiliés, par cet enthousiasme pour l'Irak. Ils réagissent en expulsant près de 800 000 expatriés yéménites installés en Arabie Saoudite dans des conditions très défavorables pour ces derniers. Du Koweït fuient aussi 100 à 200 000 Yéménites qui travaillaient dans l'Émirat. Le Yémen, jusqu'ici financièrement favorisé par l'aide du Koweït pour faire – ensemble – contrepoids à l'emprise saoudienne, est maintenant aussi honni à Riyad qu'à Koweït.

Si l'affaire des expatriés est devenue aussi névralgique que celle de la démarcation des frontières, c'est que, contrairement aux autres immigrants, les Yéménites bénéficiaient en Arabie Saoudite de privilèges particuliers : ils n'avaient pas besoin d'un visa d'entrée préalable, ils pouvaient faire venir leur famille et, surtout, ils pouvaient établir un commerce sans avoir à se doter au préalable de l'inévitable et coûteux *sponsor* local. Ces facilités ont fait que le Yémen-Nord dépendait à raison de 20% de son PIB formel sur les transferts de ses émigrés, un taux qui avoisinait en réalité les 50%. Cette situation avait permis à bon nombre d'expatriés yéménites de commencer comme simples manœuvres mais de pouvoir ensuite améliorer leur sort en travaillant comme chauffeurs, en ouvrant une échoppe ou même en devenant de petits entrepreneurs ou de grands banquiers, concurrençant ainsi les nationaux sur des métiers qui étaient dorénavant acceptés par la main d'œuvre saoudienne. Les autorités saoudiennes, dans une politique plus ou moins crédible de « saoudisation » des emplois, avaient essayé à plusieurs reprises de mettre fin à ce régime spécial mais n'avaient pas osé aller jusqu'au bout. Seule l'excuse du soutien yéménite à l'Irak et la protection des troupes occidentales alors déployées au royaume du fait de la crise du Koweït leur ont permis de mettre à exécution une décision sans doute longuement mûrie.

Le Yémen n'a pas osé réagir. Seule une minorité de Yéménites a voulu et pu se conformer aux nouvelles régulations : la plupart ont dû liquider en hâte leurs possessions et repartir dans un pays que, parfois,



ils connaissaient mal. Le délai très court (un mois) laissé aux Yéménites pour liquider leurs avoirs les a obligés à les vendre au dessous de leur prix effectif, parfois au sixième voire au dixième de ce prix (on estime, du côté yéménite, à près de 8 milliards de dollars les pertes encourues du fait de ces liquidations précipitées qui avaient lieu, de surcroît, en pleine récession saoudienne). Les rapatriés sont généralement arrivés au Yémen fortement appauvris (on estime que les avoirs mobiliers apportés avec eux ne dépassaient pas 1,5 milliard de dollars). Les plus démunis sont allés vivre dans des camps sordides parce qu'ayant vécu longtemps en Arabie, ils ne disposaient plus de maison dans leur pays natal et ne voulaient plus revenir dans leur village d'antan avec lequel ils avaient souvent coupé les liens. Près de 10% ont pu se loger dans des maisons dont ils étaient propriétaires, 30% chez des membres de leur famille alors que 60% s'entassaient dans des camps, notamment près de la ville portuaire de Hodeïda, dans la plaine de la Tihama, d'où venaient les plus nombreux et les plus démunis d'entre eux.

Ce coup, qui privait le Yémen de transferts annuels d'au moins 1,5 milliard de dollars et les Yéménites de leur richesse en Arabie, mettait des charges lourdes sur un gouvernement à peine réunifié, qui plus est, frappé dans son prestige national sans pouvoir réagir, de peur d'une colère américaine en pleine crise du Golfe. Le chômage, pratiquement inconnu jusqu'ici du fait d'une émigration facile, touchait désormais 25% de la population active. Avant l'émigration, 52% des expatriés travaillaient dans l'agriculture ; à leur retour, seulement 4% envisageaient d'y retourner. Les écoles devaient trouver des places pour 350 000 nouveaux élèves et les hôpitaux regorgeaient de patients. Du coup, le prix des produits alimentaires triplait en moins de deux ans, ce qui, couplé avec le chômage, a aggravé l'insécurité dans les villes : des manifestations violentes, où les magasins étaient dévalisés et les passants détournés avaient lieu dans plusieurs villes, la capitale comprise<sup>1</sup>.

*La réunification des deux Yémen fut, enfin, le coup de grâce à la tranquillité saoudienne : le Yémen se réunifiait en devenant le pays le plus peuplé et, indiscutablement, le plus nationaliste de la péninsule Arabique. C'était là un échec indubitable pour les Saoudiens. N'ayant pu éviter la chose, ils vont tenter de la contenir, en jouant de liens tribaux au Yémen et d'un parti islamiste qui, un moment, condamnait toute unité avec « le Sud athéiste ». Ce parti n'arrivait cependant pas à remporter les élections et, qui plus est, certains de ses dirigeants paraissaient plus proches de Khartoum ou de Téhéran que de Riyad. Qui plus est, le Yémen réunifié donnait, comme le Koweït d'hier, le « mauvais*

1. Voir les articles de Sheila Carapico dans plusieurs livraisons de *Merip Reports*; Thomas B. Stevenson, « Yemeni Workers Come Home : Reabsorbing One million Migrants, *Merip Report*, March/April 1993, Gwenn Okruhlik and Patrick Conge ' National Autonomy, Labor Migration and Political Crisis: Yemen and Saudi Arabia, *The Middle East Journal*, vol 51, n° 4, autumn 1997.



exemple » : il légalisait les partis politiques, organisait des élections libres et permettait la floraison de 140 media indépendants qui allaient rivaliser dans un nationalisme naturellement anti-saoudien. De surcroît Sanaa a pu devenir un lieu de repli pour les islamistes saoudiens voire algériens, sans compter une présence soudanaise et irakienne également hostile aux Saoudiens.

### 1994, un épisode ou un tournant ?

Ne restait plus aux Saoudiens que d'attendre que cette unité faite dans la hâte explose d'elle-même. Avec le déclenchement du conflit en 1994, leurs vœux paraissaient exaucés. La guerre n'a pas pu surprendre les Saoudiens. Leurs échecs antérieurs avec les tribus puis avec les islamistes les avaient convaincus de tendre la main aux Sudistes, en dépit de leur rhétorique socialiste. Leur principal intermédiaire auprès des dirigeants d'Aden auraient été des millionnaires naturalisés saoudiens mais originaires du Hadramaout qui étaient devenus puissants dans le secteur commercial et bancaire saoudien. Ces intermédiaires font la navette entre Riyad et Aden où les dirigeants sudistes vont se retrancher à partir d'août 1993, bloquant toutes les institutions unitaires du pays. Leur message est clair : depuis la découverte de nouveaux gisements au Sud en 1991 (donc après l'unification) le Sud dispose d'assez de ressources pour redevenir indépendant (40% des réserves prouvées de pétrole pour 20% de la population du Yémen unifié). Ils promettent d'investir davantage dans leur pays d'origine, à condition qu'il se re-détache du Yémen-Nord. En signe de bonne volonté, ils assurent le paiement par les Saoudiens (ou sur leurs fonds propres, selon d'autres sources) de plusieurs livraisons d'armes aux Sudistes (*The Guardian* du 07/04/1994 les estimait à 200 millions de dollars). Les dirigeants sudistes étaient de plus en plus sensibles à ces offres. Leur chef (Ali Salim al-Bid) rencontre le vice-président américain Al Gore en août 1993 à Washington et revient à Aden sans rencontrer le président Saleh. Et si al-Bid vient à Amman signer en février 1994 un accord de réconciliation avec le Nord après une intense médiation jordanienne, il quitte Amman pour l'Arabie Saoudite où il est reçu par le roi Fahd comme un chef d'État.

Quand la guerre commence, trois scénarii étaient prévisibles. Le premier, *un triomphe militaire des Nordistes*, était un scénario-catastrophe pour les Saoudiens et autres Golfiens qui, depuis le début des combats, scrutaient la résistance des Sudistes et la souhaitaient, du moins dans leurs media. Le triomphe des Nordistes a pu être vécu à Riyad comme une revanche de Saddam Hussein, et la presse y accuse le Nord d'avoir des experts irakiens et soudanais à son service. A long terme, une unification à la prussienne voulait dire l'émergence d'un pays de 15 mil-





lions d'habitants, fort d'une armée unifiée dont le total des troupes sera quatre à cinq fois supérieur à celui de l'Arabie Saoudite. L'influence d'Ali Abdallah Saleh serait alors trop forte pour être, comme par le passé, contrebalancée par des tribus pro-saoudiennes et le nationalisme yéménite, jusque là préoccupé par l'unité, pourrait alors se retourner vers « la reconquête des provinces perdues » de Jizan et Najran.

Le second était *une redivision du Yémen en deux États rivaux*. Le retour au statu quo était, bien entendu, un scénario plus favorable aux intérêts saoudiens : deux États (sans compter, selon certaines rumeurs, un État souverain dans le seul Hadramaout), deux recettes pétrolières, et surtout deux armées qui seraient, selon toute probabilité, plus préoccupées de ré-imposer l'ordre dans chacune des deux parties ou de se faire la guerre entre elles que de menacer les intérêts saoudiens. Dans un Yémen re-divisé, le président Saleh aurait eu fort à faire pour rétablir son autorité : l'émancipation du Sud aurait été perçue comme son échec personnel tant il s'était personnellement engagé dans le processus d'unification jusqu'à susciter des critiques au Nord sur les « concessions » qu'il ne cessait de faire aux partenaires du Sud. Mais ce scénario était difficile à réaliser, car les deux parties étaient fortement interpénétrées, que les combats se déroulaient pratiquement exclusivement au Sud et qu'il était devenu très difficile d'envisager une séparation à l'amiable à la manière tchéco-slovaque. Il aurait fallu, pour que ce scénario réussisse, que les Sudistes tiennent et même reconquièrent le terrain perdu, qu'ils restent au pouvoir, et qu'ils imposent une redivision du pays aux Nordistes. Mais ces derniers allaient gagner la bataille essentielle du Dale' puis celle d'Aden et enfin celle du Hadramaout. Les Saoudiens devaient de surcroît convaincre les Américains de cette solution alors que Washington paraissait plutôt favorable au maintien d'un Yémen unifié et démocratique. Washington invitait même les parties régionales à ne soutenir aucune des deux parties, ce qui était interprété comme un appui aux Nordistes qui avaient déjà le dessus (on interprète encore à Sanaa les mots sibyllins du sous-secrétaire US Robert Pelletreau alors en tournée dans la région). Un nouveau malentendu saoudo-américain se profilait à l'horizon, qui rappelait fortement celui de 1962 quand Kennedy avait reconnu la République à Sanaa mettant à mal la diplomatie saoudienne, attardée dans son pro-monarchisme<sup>2</sup>.

*Une libanisation du Yémen*, enfin, était un scénario qui éloignait le risque d'un Yémen puissant mais qui ouvrait aussi la voie aux dérapages prévisibles d'un Yémen trop faible pour s'auto-gouverner, suscitant ainsi des interventions externes de plus en plus nombreuses. Il était en effet possible, si la guerre avait été conclue sur une impasse, que les deux gouvernements n'aient pas été capables de « tenir » les forces assez disparates

2. Voir, pour un rappel de cet épisode, Fawaz A. Gerges, « The Kennedy Administration and the Egyptian-Saudi Conflict in Yemen : Co-opting Arab Nationalism », *The Middle East Journal*, Vol 49 n° 2 spring 95.

qui formaient le *body politic* yéménite et qui comprenaient des forces tribales liées à Saleh, critiques de Saleh sans être pro-sudistes, autonomistes (les tribus du Hadramaout au Sud) ou religieuses (notamment les Frères musulmans regroupés dans le parti Islâh), sans compter le clivage confessionnel qui sépare traditionnellement les zaydites des régions de Sanaa et de Saada des sunnites chaféites des plaines. Les ingrédients d'une guerre civile généralisée, avec des chefs de guerre tribaux, régionaux ou confessionnels aux commandes d'un pays éclaté en une demi-douzaine de chefferies étaient aussi en filigrane. Une telle évolution avait d'avantageux, pour les Saoudiens, d'éliminer les risques d'un Yémen fort et de leur permettre éventuellement de jouer sur les factions en guerre, à la manière de la Syrie au Liban, arbitrant leurs conflits, voire les suscitant. Le revers de la médaille était que d'autres pays pouvaient tout aussi bien intervenir dans ce conflit s'il devait se prolonger comme c'est souvent le cas des guerres civiles : le Soudan islamiste, l'Iran (où Zindani, le leader des islamistes, a bâti des liens), l'Irak (que divers messagers nordistes visitent) ou l'Égypte. Les Saoudiens n'avaient plus les moyens financiers d'antan pour faire la différence. Qui plus est, des réfugiés pouvaient affluer sur le territoire saoudien, en dépit de l'opposition des autorités de Riyad. Le plus grave était que la guerre civile s'étende pour inclure les habitants de la province saoudienne du Assir et les y impliquer.

Le soulagement à peine voilé des Saoudiens aux premiers jours de la guerre allait vite laisser place à une profonde inquiétude due à la résistance plus faible que prévu des Sudistes et à leurs échecs militaires, à la relative intégration des forces nordistes et à la passivité des tribus réputées pro-saoudiennes. Qui plus est, les Nordistes ne se sont privés d'accuser les Saoudiens de parti-pris pour les Sudistes. Le pire scénario devait ensuite se réaliser (triomphe du Nord). Une présence modératrice de troupes égyptiennes était écartée par le président Moubarak alors que l'envoyé spécial de l'ONU arrivait trop tard pour pouvoir réussir une médiation déjà rendue obsolète par le succès des armes nordistes. Dans un Yémen réunifié à la prussienne, les Saoudiens percevaient dorénavant une menace plus insidieuse, plus durable mais non moins inquiétante que l'invasion irakienne du Koweït, bref un épisode à clore au plus tôt, alors que plusieurs dirigeants yéménites n'hésitaient pas à considérer, au contraire, le triomphe des armes nordistes à Aden comme une victoire contre le royaume saoudien lui-même, préalable à un rééquilibrage, longtemps souhaité, des relations avec lui.

### Fixations frontalières

C'est sur la question des frontières que ces deux interprétations contrastées de la guerre de 1994 allaient rapidement être testées. Des



deux côtés, on fera pourtant, avec le discret mais puissant encouragement de Washington, le nécessaire pour éviter une tension aggravée. Mais les relations saoudo-yéménites se normalisent plus vite que les observateurs ne pouvaient le prévoir : échange de visites à des niveaux élevés, retour toléré de travailleurs yéménites en Arabie Saoudite et, même, promesse de coopération économique. Pour sceller ce nouveau climat, il était normal d'ouvrir la question des frontières qui, sous ces latitudes, est le symptôme classique, plutôt que la cause profonde, des conflits inter-étatiques. En effet, les parcelles contestées ou les limites mal démarquées sont légion sur l'ensemble de la région, mais ces conflits sont endormis ou, au contraire, réveillés au rythme des détente ou des affrontements politiques. Deux régimes en situation conflictuelle trouvent toujours des lopins de territoire pour fixer sur eux (et rendre ainsi intelligibles aux puissances) leur conflit, alors que la détente politique est généralement illustrée par la recherche d'accords de nature territoriale. Les différends territoriaux ont en effet rarement une pertinence en eux-mêmes : s'ils sont parfois à l'origine d'affrontements, ils sont plus souvent un langage pour exprimer la réalité *hic et nunc* des rapports politiques<sup>3</sup>.

En 1992, avec une nouvelle expiration de l'accord de Taïf (renouvelable toutes les vingt années lunaires), des négociations s'étaient engagées mais les deux positions s'étaient révélées irréconciliables. Six réunions conjointes permettent aux Saoudiens d'exiger une délimitation pure et simple des frontières telles qu'elles existent, c.a.d. en pratique une reconnaissance par le Yémen unifié d'une intégration définitive du Assir, de Najran et de Jizan dans le territoire saoudien. Les Yéménites répondaient que, l'accord étant arrivé à expiration, il fallait renégocier le tracé parce que l'accord de 1934 avait été obtenu par la force. Les Yéménites vont alors proposer de fixer les frontières non couvertes par l'accord de 1934 et qui vont du Mont Thar jusqu'à l'Oman à travers le Quart Vide, en laissant pour l'avenir les frontières couvertes par cet accord et qui vont du mont Thar jusqu'à la mer Rouge. Les Saoudiens refusent de négocier avant une reconnaissance préalable par les Yéménites de l'accord de 1934 comme accord définitif pour la portion de frontière qu'il couvrait. Les négociations se sont donc arrêtées. Mais bon nombre de Yéménites pensaient alors que si leur gouvernement avait été moins regardant sur le dossier frontalier, Riyad n'aurait pas pris fait et cause pour la re-division du Yémen, tant le conflit territorial était dépendant de l'évolution des relations politiques entre les deux régimes.

L'accord de Taïf expire sur un fond de tension multiforme entre les deux pays. Pour de longs et pénibles mois, ils vivent dans le vide juridique : l'accord frontalier de 1934 était devenu caduc, mais aucun autre

3. Voir, sur la fonction des conflits frontaliers dans le monde arabe, notre article « The Middle East : Elusive Security, Indefinable Region » in *Security Dialogue*, vol 25 n°1, March 1994.



accord n'était venu le remplacer. Plusieurs pays occidentaux sont alertés par cette situation, dont la France (qui a diplomatiquement soutenu les Nordistes dans leur guerre de réunification en 1994) et les États-Unis. Leur pression aboutit en février 1995 à des résultats prometteurs : les Saoudiens arrêtent tout soutien aux Sudistes, reconnaissent le Yémen réunifié et tolèrent à nouveau des travailleurs yéménites sur leur territoire alors que les Yéménites, conscients du poids de leurs voisins saoudiens aux yeux des Occidentaux, acceptent le tracé des frontières fixé en 1934 et renoncent donc à leurs revendications coutumières sur le Assir, Najran et Jizan. Un mémorandum écrit est signé et les deux pays entament aussitôt de nouvelles négociations sur le tracé exact de leur frontière. Le réalisme, sinon les bonnes intentions semblent l'emporter de part et d'autre ; une visite du prince Sultan (chargé du dossier yéménite au sein de la famille royale saoudienne) au Yémen, en été 1996, à la tête d'une imposante délégation, semble sceller la réconciliation pour de bon : un accord commercial y est signé qui permet aux produits saoudiens d'accéder librement aux marchés yéménites.

Pendant deux ans (1995-1997), des progrès modestes vont être accomplis. Des sources concordantes font état de la division de la frontière en trois parties distinctes :

- a) la frontière maritime en mer Rouge : des discussions approfondies aboutissent fin 1996 à un accord général sur son tracé et à un partage détaillé des îles et atolls qui étaient revendiqués par les deux parties.
- b) la frontière entre l'Arabie Saoudite et (l'ancien) Yémen du Nord : c'est là le tronçon qui avait été démarqué par l'Accord de Taïf. A la grande satisfaction des Saoudiens, les Yéménites réitérent leur acceptation, cette fois définitive, du tracé de 1934, avec quelques modifications mineures agréées par les deux parties.
- c) la frontière de l'Arabie Saoudite avec (l'ancien) Yémen du Sud : là, la négociation bloque brutalement et ce pour plusieurs raisons. D'abord, la frontière est longue, quasi entièrement désertique (dont de longs morceaux en plein dans « le désert des déserts », le fameux « Quart vide ») et n'a jamais été démarquée sur le terrain auparavant. Ensuite, la région est suspectée d'être riche en pétrole. Des découvertes y ont été faites dans la région de Shabwa, mais l'essentiel de la région est jusque là fort peu prospecté. Enfin, les Yéménites, qui croyaient avoir fait une énorme concession aux Saoudiens dans la partie (b) s'attendaient à les voir plus coulants sur celle-ci, d'autant que le pouvoir du Colonel Saleh est très « nordiste » dans sa structure et ne voudrait jamais essayer le reproche des Yéménites du Sud, encore sous le choc de leur intégration forcée, d'avoir transigé sur « leur » partie de la frontière.

Les dirigeants yéménites furent donc surpris de voir les Saoudiens encore plus fermes là que sur le reste. Ils se sentent provoqués quand



Riyad commence par demander un corridor vers l'océan Indien à travers le territoire yéménite puis quand elle exige que la délégation yéménite comprenne un plus grand nombre de personnes originaires de l'ex-Yémen-Sud, ce que Sanaa considère comme une ingérence inacceptable dans ses affaires intérieures sinon une persistance du vieux rêve saoudien de rediviser le Yémen (même si les Yéménites, pressés par les Américains, accèdent en partie à cette demande). Riyad aurait aussi refusé de restituer au Yémen des zones que les troupes saoudiennes avaient prises au Yémen du Sud lors d'une brève confrontation militaire en 1969, alors que Saleh, toujours quelque peu contesté dans l'ex-Sud, voudrait beaucoup s'y montrer comme le « Nordiste » qui a pu restituer au Yémen ce que les Sudistes lui avaient perdu. Pour ces raisons, les négociations sur la partie (c) sont entrées dans l'impasse et comme il s'agit d'un *package deal* sur tout le tracé, tant que la partie (c) n'est pas objet d'un accord, les points déjà agréés, du moins pour le Yémen, restent inappliqués.

La situation ainsi bloquée sur la table des négociateurs a fini par susciter des tensions réelles sur la frontière (un des médiateurs traditionnels entre Saleh et les Saoudiens, le chef tribal et président du parlement yéménite Abdallah al-Ahmar est, pendant toute cette période, aux États-Unis pour une opération à cœur ouvert). Les incidents se multiplient à partir de l'été 1997 pour culminer avec le grave accrochage de la mi-novembre et pour se poursuivre ensuite. Cette tension est depuis multi-forme :

*Au niveau diplomatique*, un dialogue de sourds s'est installé : les dirigeants saoudiens affirment que la balle est dans le camp yéménite alors que Sanaa menace de recourir à l'arbitrage international voire à la Cour Internationale de Justice. Ces allusions à une sentence extérieure irritent les Saoudiens qui insistent toujours à la conclusion des problèmes frontaliers avec leurs voisins par voie de négociations bilatérales (présentement en cours avec le Koweït pour le tracé des frontières maritimes et avec le Qatar pour la fixation sur le terrain de la frontière terrestre). Une rencontre impromptu entre le président yéménite et le prince Sultan, en septembre 1997 sur les bords du Lac de Côme avait donné de faux espoirs. A la mi-décembre 1997 le président yéménite, rejetant la responsabilité de l'impasse sur les Saoudiens, a déclaré : « Visiblement nos frères saoudiens ne sont pas prêts à signer un accord. Attendons donc des jours meilleurs », position inacceptable pour Riyad qui se considère comme la partie la plus engagée dans la recherche de frontières définitives avec tous ses voisins.

*Au niveau militaire*, les incidents se sont multipliés et, s'il fallait croire la version des Yéménites, leurs troupes auraient eu le dessus dans plusieurs accrochages à l'automne 1997. Lors de l'incident le plus sérieux, il semble bien que les troupes yéménites aient réussi à pénétrer quelques kilomètres à l'intérieur du territoire saoudien. La situation était assez grave pour que Washington intervienne par le biais de son ambas-



sadeur à Sanaa, qui a facilité la réunion des chefs d'État-major des deux armées, le 6 décembre 1997, en vue de rétablir le statu quo ante. Mais, à l'été 1998, des incidents allaient de nouveau se produire et s'étendre même aux îles contestées dans la mer Rouge (dont la confrontation du 19 juillet 1998 sur l'île de Douwaymah), prises par les Yéménites puis reprises par les Saoudiens. A l'été 1998, Riyad a également opposé des réserves auprès de la Ligue des États arabes et de l'ONU, contre l'accord frontalier omano-yéménite comme débordant sur des parcelles revendiquées par Riyad alors que Sanaa dénonçait ce qu'elle considérait, sans être spécifique, des actes d'expansion illégale des Saoudiens aux dépens du Yémen.

*Au niveau de la sécurité*, suite à ces accrochages militaires, le Yémen a connu une série bizarre d'actes de sabotage (dont des colis piégés et une tentative d'assassinat contre son – alors – vice-premier ministre Abd al-Karim al-Iryani). Sanaa devait par la suite affirmer qu'elle avait réussi à arrêter les auteurs de ces attentats et qu'ils avaient avoué avoir eu des officiels saoudiens pour commanditaires, à travers l'ambassade saoudienne à Madrid, ce que les Saoudiens nieront. Sur ces entrefaites, al-Iryani est envoyé par Saleh à Jeddah avec « les confessions des saboteurs ». Il est reçu par les différents princes qui le renvoient systématiquement au roi Fahd. Ce dernier aurait fini par le recevoir pour lui demander d'emblée : « Est-ce vrai que vous pensez porter l'affaire devant la Cour de la Haye ? », al-Iryani ne nie pas avoir fait une déclaration dans ce sens. La séance est immédiatement levée. Cet affront à al-Iryani, Saleh ne tarde pas à le venger : une semaine plus tard, un envoyé du roi Fahd arrive à Aden et Saleh refuse de le recevoir. Des médiations s'attellent à nouveau pour désamorcer la crise, mais à l'été 1998, les Yéménites faisaient à nouveau remarquer la contemporanéité de la tension avec leur voisin saoudien et la multiplication des troubles intérieurs, touchant dorénavant le cœur de leur capitale.

*Au niveau économique*, depuis leur expulsion massive en septembre 1990, les travailleurs yéménites sont revenus progressivement en Arabie Saoudite où ils bénéficient de complicités répandues, soit parmi les Yéménites naturalisés saoudiens soit de la part d'entrepreneurs qui apprécient leur dévotion au travail et la paie modeste qu'ils acceptent. A l'été 1998, il y avait à nouveau près d'un demi-million de travailleurs yéménites en situation plus ou moins régulière dans le royaume. Les Yéménites poussent pour revenir au statut privilégié d'avant 1990 (pas de visa ni de permis de travail nécessaires) alors que Riyad s'en tient à sa décision de « traiter les Yéménites comme les autres Arabes ». Mais les dirigeants saoudiens doivent dorénavant aussi écouter les doléances des industriels et entrepreneurs saoudiens fort intéressés par le marché yéménite, le plus large de la péninsule et qui favorisent des relations pacifiques avec ce pays.

Le 29 juillet 1998, Abd al-Qader Bajamal et Saoud al-Fayçal, ministres des affaires étrangères signent cependant un nouvel accord





suite à l'incident de l'île de Douwaymah en vue de reprendre les discussions sur la démarcation de la frontière entre Jabal Thar et Ras al-Awj, alors que le statu quo est maintenu dans l'île contestée). Mais les Yéménites disent que l'accord de Côme, obtenu à l'été 97 entre Ali Adallah Saleh et le prince Sultan pour une ligne directe entre les deux points a été revu par les cartographes saoudiens qui y ont introduit une poche vers le Sud. Une nouvelle réunion (la onzième du genre) se tient tout de même, indiquant que si les deux parties ne peuvent pas s'accorder, elles ne veulent – ou ne peuvent accepter – une impasse durable et publique, s'en tenant à une évolution en dents de scie, non dénuée de progrès limités ni de rechutes parfois sanglantes. Les Saoudiens, pour leur part, reconnaissent qu'ils devront un jour déboursier des compensations financières pour régler le problème des frontières, mais ils paraissent fermes dans leur refus du retour aux privilèges auparavant accordés aux travailleurs yéménites dans le royaume, jugé dorénavant comme une menace potentielle à leur ordre intérieur.

#### Yémen du mythe, Yémen de la réalité

Arabie Saoudite et Yémen apprennent ainsi ensemble, s'ils ne le savaient déjà, que la démarcation des frontières ne peut, du moins dans leur cas, être appréhendée comme une opération simplement technique et cartographique. L'introduction des frontières ne peut passer sans l'acceptation par les Saoudiens autant que par les Yéménites d'une vision de soi inévitablement amoindrie. La terre de mission sans frontière rêvée par les zélotes du wahhabisme, au moins jusqu'à leur défaite en 1929, n'a plus lieu d'être et n'est plus vraiment le moteur de la diplomatie saoudienne dans ce dernier quart de siècle. Le « Grand Yémen », celui du XVII<sup>e</sup> siècle, qui s'étendait sur un espace peut-être double de l'actuel mais qui précédait l'émergence de la prédication d'Abd al-Wahhab et la naissance du domaine saoudien, autant que la colonisation britannique, ne saurait renaître de ses cendres, en dépit du succès récent du processus d'unification inter-yéménite. Les Yéménites doivent sans doute se résigner à accepter que les séquelles du colonialisme britannique seront plus faciles à effacer que celles de l'expansion saoudo-wahhabite des derniers 250 ans.

Le nouveau rapport de forces établi depuis la réunification de 1994 pousse les Saoudiens à normaliser en les formalisant et en les banalisant leurs relations avec le Yémen alors que ce dernier, ayant retrouvé sa confiance, voudrait voir rétablies des « relations privilégiées ». Celles-ci ne sont pas toujours, comme on le pense parfois, l'exigence du plus fort dans une relation bilatérale (comme c'est le cas entre la Syrie et le Liban par exemple) ou nécessairement le signe d'une relation déséquilibrée



que la partie la plus forte cherche à pérenniser pour asseoir son hégémonie. C'est sans doute mal lire la diplomatie saoudienne que de la considérer comme organiquement en situation offensive : Riyad, si ses intérêts sont pris en compte, est largement devenue une puissance favorable au maintien du statu quo régional. Le redoutable esprit de conquête wahhabite n'est plus qu'un souvenir : le pouvoir saoudien, conduit par le prince héritier (1975-1982) puis par le roi (depuis 1982) Fahd, a été adepte d'une politique défensive, parfois même isolationniste, face à une évolution régionale perçue comme chargée de menaces pour un pays immensément riche et dis proportionnellement vulnérable. Mais, à l'exception d'une guerre en bonne et due forme entre les deux pays, les Saoudiens savent qu'ils ne peuvent guère compter sur une large coalition internationale pour défendre leurs richesses comme ce fut le cas avec l'invasion irakienne. C'est pourquoi le Yémen ne cesse de les narguer, en exigeant d'eux une prise en compte de sa puissance retrouvée, sans pour autant glisser dans un faux-pas aussi grave que celui de Saddam Hussein au Koweït.

Les nationalistes du Yémen étaient d'autant plus vigilants que s'ouvraient à Londres, parallèlement à la nouvelle crise saoudo-yéménite, les séances d'arbitrage yéméno-érythréens concernant les îles Hanish pour la possession desquelles Yémen et Érythrée en avaient recouru aux armes à la fin de l'année 1996. Quand l'affaire avait éclaté, certains dirigeants yéménites n'avaient pas hésité à y voir un *remake* de la guerre de 1994, les Érythréens remplaçant dorénavant les Sudistes comme instrument de pression aux mains de Riyad. La diplomatie française, au début de 1997, avait réussi à désamorcer la crise et à imposer un cessez-le-feu entre ces deux riverains de la Mer Rouge.

Mais l'équation était ici différente : il ne s'agissait plus d'un voisinage territorial dans une péninsule Arabique si chargée d'histoire, ni de la même volonté yéménite de se mesurer à un voisin suspecté d'avoir annexé des provinces traditionnellement yéménites et de s'être ingéré sans cesse dans les affaires intérieures du pays mais du choc de deux nationalismes, des deux côtés de la mer Rouge, également soucieux de montrer leurs muscles à l'orée de ce doigt de mer. Yémen et Érythrée étaient, par certains aspects, des jumeaux : l'un venait de gagner, par la guerre, son droit à l'unité de son territoire, jusque-là rogné par les conquêtes wahhabites et, surtout, divisé par la présence coloniale, l'autre venait de conquérir, par une même force des armes, son droit à l'émancipation nationale et à l'existence comme État souverain. Ce prestige nouveau, les deux États voulaient le projeter sur les eaux de la mer Rouge pour qu'acte soit pris, non seulement de leur situation nouvelle mais aussi de leur puissance régionale. La confrontation était inévitable, les îles Hanish en seront le théâtre naturel, avant que le Yémen ne s'engage à nouveau dans son vieux problème saoudien et que l'Érythrée ne glisse dans une confrontation nouvelle avec son ancien maître éthiopien. Le problème des Hanish, sur un *no man's land* mari-





time aura été un intermède également rentable pour deux protagonistes qui cherchaient à démontrer leurs ambitions nouvelles et à exhiber la distance qu'ils pouvaient dorénavant prendre avec leurs soucis habituels qui – ils devaient bientôt le reconnaître – demeuraient avec leurs voisins territoriaux séculaires respectifs.

L'intermède se plaçait dans une stratégie yéménite plus large, celle d'une prise de bénéfices internationaux, suite au succès de 1994. Sanaa, toujours conscient de la lourdeur des enjeux saoudiens pour les Américains et, un moment, troublé par la réception accordée à al-Bid à Washington en 1993, a pu mesurer, durant la crise de 1994, la grande modération des positions américaines : Washington n'épousait ni les positions sécessionnistes des Sudistes ni l'engagement saoudien aux côtés de ces derniers. Comment pousser l'avantage sinon en collant aux positions des États-Unis (Sanaa a par exemple renvoyé sous pression américaine des instructeurs irakiens appelés pour former des pilotes yéménites sur des avions Mig-29 que le Sud avait achetés à l'Ukraine) : le Yémen, à la surprise de beaucoup, s'est alors rappelé que nombre de ses juifs s'étaient installés en Israël et qu'à travers une reprise de contact avec eux, le Yémen pouvait se faire bien voir à Washington. Sanaa, dont le nationalisme n'avait plus à faire les preuves de sa vitalité, s'est donc décidé, à l'instar de la Tunisie ou du Maroc, à prendre le train du processus de paix israélo-arabe en marche. De petits gestes de normalisation avec Israël sont alors décidés : invitation d'une chanteuse israélienne d'origine yéménite à venir se produire dans le pays de ses ancêtres, participation au sommet économique MENA etc. L'objectif yéménite était de montrer que, contrairement à des Saoudiens récalcitrants, Sanaa était disposé tout comme son allié qatari (qui s'était lui aussi illustré tant dans son opposition aux Saoudiens que dans sa disposition à normaliser ses liens avec Israël) à aller dans le sens souhaité par Washington. Mais le Yémen, sur ce registre miné, arrivait tard : à peine engageait-il un lien avec l'État hébreu que le processus de paix était ensablé suite à l'assassinat de Yitzhak Rabin, puis à l'élection de Benyamin Netanyahu.

Privé de cet instrument d'action, le Yémen s'est retourné vers son environnement péninsulaire : l'engagement de négociations frontalières avec l'Arabie Saoudite ne lui ouvrait-il pas enfin la porte du Conseil de coopération du Golfe ? Sanaa n'avait cessé de répéter que son engagement dans le Conseil de coopération arabe (avec l'Égypte, la Jordanie et l'Irak) en 1989 ne visait pas, comme le disait Riyad, à « encercler de toutes parts les Saoudiens au travers d'un bloc nationaliste dirigé par Bagdad » mais qu'elle avait rejoint ce rassemblement seulement parce que les portes du CCG, né en 1981, lui avaient été fermées. Saleh savait que l'adhésion du Yémen aurait pour effet de changer radicalement la nature du CCG : d'un club de pétromonarchies riches et pro-occidentales, il deviendrait en réalité une organisation sous-régionale, celle de la péninsule Arabique, avec toute sa variété démographique, économique, confessionnelle et idéologique ; d'un rassemblement de riverains sur le





Golfe, il serait dorénavant aussi ouvert sur la mer Rouge et l'océan Indien. Il savait, surtout, que le rapport de forces intérieur au CCG, marqué par un « Grand frère » saoudien et « cinq nains » serait profondément transformé.

Si le Yémen s'est tout de même porté candidat à l'adhésion, c'est qu'il savait qu'un rééquilibrage des forces au sein du CCG, tout en irritant les Saoudiens, pouvait être souhaité par quelques « petits » indépendantistes, surtout le Qatar et éventuellement l'Oman. De surcroît, quitte à réveiller des souvenirs douloureux, le Yémen pouvait se présenter comme « le bouclier du CCG face à la Corne de l'Afrique », autant que l'Irak avait pu jouer ce rôle entre 1980 et 1988 face à l'Iran avec le soutien alors convaincu des pétromonarchies. N'espérant pas une acceptation qu'il savait improbable de Riyad et de ses satellites, le Yémen pouvait néanmoins troubler les Saoudiens alors que les négociations frontalières piétinaient, et surtout désigner un éventuel marché pour l'avenir : la régularisation des frontières, si souhaitée par les Saoudiens ne pouvait-elle pas être payée en retour par une acceptation du Yémen au sein du CCG ? Si le refus était attendu (seul le Qatar accueillit la demande avec faveur, mais il avait déjà, en 1994, été le seul membre du CCG à ne pas appuyer la résolution de l'ONU que le Nord refusait) le Yémen ne pouvait que gagner à ce qui était présentement une manœuvre tactique, mais qui pouvait, le jour venu, devenir un objectif stratégique particulièrement lucratif.

### Leçons yéménites

L'intérêt des puissances pour le Yémen a été à éclipses, et, à voir le volume modeste d'aide étrangère que le pays reçoit, plus souvent rhétorique que réel. Mais si l'aide reste limitée, le Yémen a été soulagé par le Club de Paris fin 1997 quand il signa des accords avec ses créditeurs notamment la France, le Japon, l'Italie, le Danemark et les États-Unis. Le Yémen, avant cet accord avait des dettes extérieures avoisinant 200% de son PNB. L'accord avec le Club les fit tomber à 60% alors que le service annuel de la dette, grâce à plusieurs annulations, tombait de 70 à 15% du volume des exportations. Restait la dette russe, contractée par l'ancien Yémen-Sud et qui est estimée à 6,7 milliards de dollars. Pendant l'année 1998, plusieurs sessions ont eu lieu pour la réduire suivant les mêmes critères (80% annulées et le reste reprogrammées sur des termes longs). L'intérêt américain transparait aussi au niveau militaire : les experts de la Vème flotte US (opérant dans l'océan Indien) ont aidé le Yémen en matière de déminage (des mines sont restées depuis la guerre de 1994) mais Sanaa a nié avec vigueur toute intention d'accorder des facilités militaires permanentes aux Américains.



Pourtant, pour les chercheurs en relations internationales autant que pour les observateurs de la région, ce pays est devenu un objet d'intérêt privilégié. Le Yémen est d'abord un exemple d'école des effets multiformes, complexes et souvent contradictoires, de l'entrée du *facteur pétrolier* au cœur des équations régionales. Au Yémen, le pétrole avait été un facteur d'unification puisque les réserves ont été trouvées à cheval sur la frontière entre le Sud et le Nord, qui avaient décidé d'en faire une exploitation commune avant même d'envisager leur réunification politique. Le Sud avec ses gisements à Shabwa venait à l'unité avec des installations soviétiques archaïques alors que le Nord à Marib fonctionnait avec des équipements occidentaux modernes, qui ont été étendus vers les gisements du Sud en 1990, après le retrait des Soviétiques. Mais la production, après un boom initial, s'est vite stabilisée autour de 350 000 barils/jour (de nouvelles découvertes ont été cependant faites dans le Sud en 1991), alors que les prix sur le marché mondial connaissaient la chute et la morosité que l'on connaît, amenant une évaluation plus sobre de l'avenir pétrolier du pays. Plus tard, en 1993-94, le pétrole a joué un rôle inverse en encourageant la sécession du Sud qui s'en croyait suffisamment, voire mieux, doté.

Avec l'Arabie Saoudite, le pétrole a aussi joué un rôle contradictoire : il ne fait guère de doute, comme le souligne, sans doute exagérément, Richard Schofield<sup>4</sup>, que l'extension de la prospection dans la péninsule Arabique à des zones périphériques a eu pour effet d'accélérer la recherche de frontières sûres et reconnues entre les États, les compagnies étant rétives à se voir placées dans des dilemmes juridiques qui peuvent se révéler coûteux. Mais d'autre part, la pauvreté en pétrole du Yémen, comparé à son voisin excessivement bien doté, le pousse à s'attacher aux rares zones qui sont considérées comme prometteuses et limite d'autant sa tendance au compromis. Qui plus est, les Saoudiens ou leurs supplétifs parmi les tribus yéménites (certaines n'hésitent pas à faire des raids mortels ou à enlever des techniciens pour obtenir une partie des recettes ou faire employer leurs fils dans les exploitations) n'ont pas hésité à intimider les groupes participant à l'exploitation des gisements yéménites. Dans certains points de la frontière, les troupes saoudiennes enhardies par le succès de la coalition contre l'Irak, sont entrées plus de 30 à 40 kilomètres à l'intérieur de ce que le Yémen considère comme son territoire et Riyad menaçait directement de sanctions les compagnies qui travailleraient sur un territoire qu'elle revendique, ce qui a affecté l'activité de certaines d'entre elles, notamment BP ou Elf.

Le Yémen est aussi un cas d'école sur la relation complexe *entre la puissance de l'État à l'intérieur et la projection extérieure de son*

4. Richard Schofield, « The Last Missing Fence in the Desert : the Saudi-Yemeni Border », dans Joffé, Hachemi and Watkins, (eds.) *Yemen Today : Crisis and Solutions*, Caravel, London, 1997 qui est, par ailleurs, une excellente présentation du problème frontalier.



*influence.* Or l'État yéménite est encore largement à faire, comme divers chapitres de ce livre le rappellent. Selon un expert, l'économie officielle ne représente pas plus de 15% de l'économie nationale fondée sur la corruption, la contrebande et l'économie parallèle. La réunification yéménite a trop ressemblé à celle de l'Allemagne, à savoir une annexion de fait, mais les milliards de deutsche marks en moins. On reproche au président Saleh d'avoir organisé un énorme réseau népotiste qui ruine les caisses de l'État mais remplit celles de ses alliés politiques et qui lui permet d'entretenir une garde prétorienne et d'acheter l'allégeance de ses opposants et critiques. On lui reproche aussi, sans preuves cependant, d'extraire (à la manière d'autres potentats de la région) à la source, pour ses dépenses ou sa « caisse noire », une partie des recettes pétrolières.

Dans l'administration, seule l'intervention de Saleh fait avancer un dossier ; rares sont les gouverneurs de provinces sudistes nommés au Nord ; dans l'armée, les officiers originaires du Nord, voire de la tribu du président Saleh (Sanhân) occupent les positions les plus importantes et sont promus de manière arbitraire. Plus discrètement, on reproche à la minorité zaydite du Yémen Nord de monopoliser les positions d'influence de l'État d'une manière disproportionnée avec son nombre. Or, les sunnites chaféites sont progressivement devenus la majorité parmi les Yéménites, une majorité renforcée par l'unification. Cette concentration confessionnelle du pouvoir aux mains d'une minorité est déjà créatrice de tension, d'autant que le président Saleh, selon ses adversaires, semble concentrer sa répression sur les villes – telle Tazé – sunnites, en laissant le chaos régner sur les villes à dominante zaydite telle que la capitale Sanaa et surtout Saada, capitale provinciale des tribus zaydites du Nord et relais de la contrebande avec le l'Arabie Saoudite.

La pratique des enlèvements d'étrangers peut dès lors être appréhendée à travers ce rapport particulier à l'État. La sécurité intérieure étant précisément un instrument de crédibilisation de l'État face aux partenaires internationaux, le rapt de non-Yéménites, de préférence occidentaux ou japonais, devient un rappel patent de la faiblesse de l'État vis-à-vis de la société, ce que tout gouvernement a intérêt à éradiquer. Les victimes de ces raptés ne sont d'ailleurs pas dupes : ils savent qu'ils ne sont pas les cibles ultimes de ces actions mais qu'ils sont le prétexte à une reformulation du rapport entre l'État et la société. Les exemples sont légion de cet intermédiaire étranger comme instrument de pression sur un État encore rachitique comme lorsque des membres de la tribu Hada prennent en otage un homme d'affaires canadien pour protester contre la mise en liberté de deux officiers de l'armée qu'ils accusent d'être les assassins d'un membre de la tribu ou lorsqu'un expert japonais est enlevé par des tribus qui exigeaient du gouvernement d'inclure leur région dans le projet d'irrigation sur lequel cet expert travaillait. L'État yéménite est ainsi pris dans un dilemme difficile : il ne peut être



pris sérieusement au dehors qu'en s'imposant à l'intérieur, mais le nationalisme pointu des Yéménites fait qu'un État pris au sérieux dans la région et dans le monde s'imposera d'autant plus facilement à la société, pour lui demander une plus grande adhésion.

Le Yémen nous instruit aussi sur *la contribution, bien discutable en réalité, de la pratique électorale* dans le processus de construction de l'État. On peut en effet se poser la question de savoir si les élections yéménites ne sont pas intervenues trop tôt dans le processus de l'unification et si une durée plus longue des accords intérimaires, un vrai pacte (et non celui, bien éphémère, que les Yéménites se sont donnés en 1993) et donc une remise à plus tard de l'application de la règle *one man one vote* n'étaient pas de meilleurs augures. L'accord d'unité de 1990 dépassait cette règle au profit d'un contrat, bien généreux pour les Sudistes, désormais plus faibles. Ce contrat avait une durée limitée de deux à trois ans, après laquelle l'unité devait être scellée par la disparition du clivage Nord/Sud au profit d'une vie partisane nationale et d'une compétition démocratique pour le pouvoir aux dimensions du pays tout entier.

Les élections « nationales » auront bien lieu le 27/04/93. Le résultat du scrutin ne pouvait surprendre au vu des difficultés d'alors du parti socialiste (dont plusieurs cadres avaient été assassinés) et de l'alliance d'alors du parti du président avec l'Islâh tribalo-islamiste. Les Socialistes qui bénéficiaient, dans l'accord intérimaire, de deux membres sur cinq du Conseil présidentiel et de postes de choix dont celui du premier ministre, se retrouvaient avec 56 sièges sur 301, même en réussissant à prendre tous les sièges de l'ancien Yémen du Sud où ils avaient régné pendant 23 ans et à faire des percées dans les quartiers populaires de certaines villes du Nord (Taez, Hodeida, Ibb). Mais l'introduction, sans doute précoce, de la règle *one man one vote* changeait trop profondément l'équilibre entre les deux ex-républiques et semait l'inquiétude dans les rangs des Sudistes qui, d'un mariage à l'amiable, se voyaient relégués, par leurs représentants socialistes interposés, au rang de partenaires secondaires. Une dissolution pure et simple de l'unité (à la manière tchécoslovaque) était impossible et une consolidation, milliards de marks à l'appui, de l'unification (à la manière allemande) impensable. Cette « démocratisation » précipitée, mal calculée, du Yémen a pu amener le pays devant un choix difficile : le maintien de l'unité dans l'amertume ou l'éclatement. Comme dans l'ex-Yougoslavie, le scrutin démocratique précocement introduit, était fortement déstabilisateur.

Les Yéménites peuvent, avec raison, se gausser de ces considérations sur l'intérêt de leur pays pour la science politique. Pour eux, la contribution des années Saleh à l'histoire yéménite pourrait en définitive être comparée à celle d'Assad en Syrie : transformer leur pays d'un espace de compétition entre leurs voisins, et, au-delà, entre les grandes puissances de la guerre froide en un acteur étatique stable et unifié avec



lequel ses voisins doivent compter. Après avoir joué, non sans succès, un rôle de balancier entre les deux blocs en compétition sous l'imam Ahmad jusqu'en 1962, le Yémen, pris dans l'engrenage de la polarisation idéologique et stratégique de la guerre froide, aura été le théâtre d'une lutte d'influence saoudo-égyptienne, entre 1962 et 1970, particulièrement sanglante. Depuis, et surtout depuis l'accession de Saleh à la présidence, le Yémen a entamé le long chemin de sa réaffirmation comme un acteur autonome et respecté. Mais seule une stabilité intérieure, qui ne cesse de subir des rechutes douloureuses, même si elle est moins massivement défiée, peut permettre au Yémen d'aller encore plus loin sur cette voie.

Cet objectif ne saurait être atteint sans un certain dépassement de la mécanique khaldounienne. Celle-ci, transposée sur notre temps, établit en effet une forme de cercle vicieux : l'État ne peut s'affirmer que grâce à – et autour – d'une *asabiyya*, ici d'essence tribale. Transformée en *ri'asa*, cette *asabiyya* cherche naturellement à coopter en dehors du clan originel, par voie d'*iltiham*, en vue de contenir les tendances centrifuges des autres clans (et régions) du pays et de limiter, ce faisant et autant que faire se peut, leur transformation en relais pour l'influence des pays voisins. De son succès dans cet effort d'ouverture, dépend l'acceptation dont le pouvoir peut bénéficier au sein de la société. Mais ce pouvoir est alors face à un dilemme aigu : la transformation ultérieure de la *ri'asa* en un État moderne exige de lui qu'il se résigne à perdre progressivement ses couleurs claniques d'origine. Il est alors amené, en permanence à chercher l'équilibre entre un instinct de survie qui le porte à institutionnaliser la primauté – sinon l'hégémonie – du clan fondateur et la poursuite d'un projet étatique qui le pousse, au contraire, à se dé-claniser en banalisant la place de la *'asabiyya*. Du chef, cela exige une distance constamment accrue avec les siens et assez de pouvoir civil, moderne, étatique, pour s'imposer à eux, voire pour pouvoir s'en défaire.

Nul ne saurait douter que le président Saleh, (tout comme Ibrahim al-Hamdi avant lui) a voulu tenter cette double opération, évidemment nécessaire à l'établissement du Yémen comme acteur régional autonome plutôt qu'un espace ouvert aux influences régionales relayées par les segments variés de la société yéménite. Cette courageuse entreprise de *state-building*, commencée suivant les préceptes khaldouniens, a indiscutablement cherché à les dépasser en se référant à un nationalisme « moderne » supra-tribal et trans-régional. Mais c'est là une expérience qui, de nos jours, ne peut plus se réaliser en vase clos, abstraction faite des effets de la mondialisation et, plus près, d'une intense interaction régionale. Les Yéménites le savent bien qui ont, suivant les moments et les circonstances, considéré la précarité, la porosité ou l'imprécision de leurs frontières comme (parfois) un atout et (souvent) une menace.